

Pressemitteilung Communiqué de presse

Seiten / Pages : 2

Datum / Date : 06/02/26

Suite à la volonté de compromis du gouvernement

La CGFP suspend temporairement la procédure de conciliation

Le 27 octobre dernier, la CGFP a engagé une procédure de conciliation contre le gouvernement. Cette décision faisait suite à la création prévue de la *Centrale nationale d'achat et de logistique* (CNAL) et de l'*Agence luxembourgeoise des médicaments et produits de santé* (ALMPS). Selon la CGFP, cette démarche illustre parfaitement l'érosion progressive du service public : des missions essentielles de l'État sont confiées à des établissements publics soumis au droit privé, en violation de l'accord salarial de 2002 et au détriment des principes d'un service public fort et transparent.

Entretemps, le gouvernement s'est montré prêt à faire des compromis et a assuré à la CGFP que des discussions sur la gestion future des établissements publics débuteraient prochainement. La CGFP se félicite de ce changement de cap de la coalition CSV-DP et a décidé, après mûre réflexion, de suspendre temporairement la procédure de conciliation pour laisser place aux négociations.

Suspension provisoire d'un projet de loi controversé

Par ailleurs, le gouvernement a informé la CGFP qu'il mettrait provisoirement en attente le projet de loi visant à créer l'Agence des médicaments et produits de santé. Cet engagement écrit a conduit la CGFP à reporter la première réunion de la commission de conciliation prévue ce vendredi.

La CGFP réaffirme sa position : les missions essentielles de l'État, notamment dans le domaine de la santé, ne doivent en aucun cas être confiées à des structures de droit privé. La santé publique relève de la responsabilité de l'État et ne doit pas être subordonnée à la logique du profit. Cette position s'appuie sur un avis de la Chambre des fonctionnaires et employés publics, qui s'oppose fermement à la privatisation des services publics. La CGFP rappelle aussi que l'accord salarial de 2002 stipule clairement que le personnel des établissements publics bénéficie du statut de droit public.

En octobre, la CGFP a dû engager une procédure de conciliation, faute de réponse de la part de la ministre de la Santé, qui durant plusieurs mois n'avait montré aucune volonté d'instaurer un dialogue constructif. Une procédure de conciliation n'a pas

vocation à être une fin en soi, mais intervient uniquement lorsque le dialogue social est bloqué par les décideurs politiques.

Lors de l'assemblée générale de l'automne, les délégués de la CGFP ont dénoncé l'initiative unilatérale du gouvernement. L'avancée hâtive des responsables politiques, sans consultation préalable avec le seul syndicat représentatif au niveau national dans la fonction publique, compromet le dialogue social. « Ceux qui minent systématiquement la cogestion agissent de manière irresponsable », ont souligné les délégués.

Un dialogue d'égal à égal

La CGFP mènera les prochaines discussions avec le gouvernement de manière responsable, constructive et orientée vers la recherche de solutions, tout en défendant fermement les droits et les intérêts des agents. Il reste à espérer que les décideurs politiques tireront les leçons des erreurs du passé et relanceront un dialogue social sincère. Dans le cas contraire, la CGFP se réserve le droit de relancer la procédure de conciliation et d'envisager d'autres mesures syndicales.